

Ecrit par le 20 mai 2026

# CREDIT MUNICIPAL

Ecrit par le 20 mai 2026



**Caisse de Crédit Municipal d'Avignon**  
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur général.

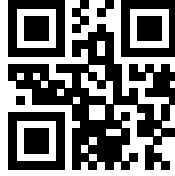
### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse.

Ecrit par le 20 mai 2026



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**



Ecrit par le 20 mai 2026



Mairie de Cabès Municipalité d'Avignon

Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels

Entreprise Individuelle (EIRL)  
Taux de TVA réduite à 2,1%  
N° SIRET : 840000000  
N° SIREN : 840000000

Entreprise Individuelle (EIRL)  
Taux de TVA réduite à 2,1%  
N° SIRET : 840000000  
N° SIREN : 840000000

Ecrit par le 20 mai 2026



**Opère de l'Etat**

Experteia Audit

**Objet de la consultation**

Marché de travaux de construction

à l'adresse de l'Etat (France) (France) et de la région

**Départ**

En vertu de la loi n° 2015-912 du 7 août 2015 relative à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, telle qu'amendée, l'Etat a organisé le marché de travaux de construction de l'Etat, relatif à l'Etat (France) et de la région (France), tel qu'il est précisé ci-dessous.

Il est précisé que les entreprises intéressées par ce marché de travaux de construction de l'Etat, relatives à l'Etat (France) et de la région (France), doivent être habilitées à exercer des activités de construction de l'Etat, relatives à l'Etat (France) et de la région (France), et être habilitées à exercer des activités de construction de l'Etat, relatives à l'Etat (France) et de la région (France).

Les entreprises intéressées par ce marché de travaux de construction de l'Etat, relatives à l'Etat (France) et de la région (France), doivent être habilitées à exercer des activités de construction de l'Etat, relatives à l'Etat (France) et de la région (France).

**Fondement de l'appel**

**Principes**

Le présent appel est ouvert à tous les candidats professionnels agréés en France. Il est précisé que les candidats doivent être habilités à exercer des activités de construction de l'Etat, relatives à l'Etat (France) et de la région (France).

Les entreprises intéressées par ce marché de travaux de construction de l'Etat, relatives à l'Etat (France) et de la région (France), doivent être habilitées à exercer des activités de construction de l'Etat, relatives à l'Etat (France) et de la région (France).

Ecrit par le 20 mai 2026

**Actualités**

**Chaque année, le conseil d'administration**  
des communes de la région de la Vaucluse

**Actualités**

Chaque année, le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse se réunit pour discuter de la situation de la région et de la manière de la développer. Le conseil d'administration est composé de représentants de toutes les communes de la région. Il est présidé par le maire de la commune la plus importante de la région. Le conseil d'administration a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.

**Actualités des associations - Pointe des de l'ouest**

Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application. Le conseil d'administration est composé de représentants de toutes les communes de la région. Il est présidé par le maire de la commune la plus importante de la région. Le conseil d'administration a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.

Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application. Le conseil d'administration est composé de représentants de toutes les communes de la région. Il est présidé par le maire de la commune la plus importante de la région. Le conseil d'administration a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.

**Actualités**

Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.

Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application. Le conseil d'administration est composé de représentants de toutes les communes de la région. Il est présidé par le maire de la commune la plus importante de la région. Le conseil d'administration a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.

Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application. Le conseil d'administration est composé de représentants de toutes les communes de la région. Il est présidé par le maire de la commune la plus importante de la région. Le conseil d'administration a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.

Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application. Le conseil d'administration est composé de représentants de toutes les communes de la région. Il est présidé par le maire de la commune la plus importante de la région. Le conseil d'administration a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.

**Actualités des associations - Pointe des de l'ouest**

- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.
- Le conseil d'administration des communes de la région de la Vaucluse a pour mission de définir la politique générale de la région et de veiller à son application.



Écrit par le 20 mai 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse  
1839

**Responsabilités de la direction et des gouverneurs (concernant le gouvernement d'entreprises relatives aux comptes annuels)**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels conformes aux règles de la comptabilité et aux principes comptables établis par les autorités compétentes de la comptabilité et de l'information financière, ainsi qu'à la direction de l'entreprise de publier ces comptes annuels et de les rendre disponibles aux actionnaires et aux autres parties prenantes.

La direction est responsable de l'exactitude et de la fiabilité des informations financières contenues dans les comptes annuels, de la sincérité des informations relatives à la gestion de l'entreprise et de l'absence de fraude. La direction est également responsable de l'absence de fraude et de la fiabilité des informations relatives à la gestion de l'entreprise contenues dans les comptes annuels.

Il appartient au conseil d'administration, de surveiller la performance financière de l'entreprise et de veiller à ce que la direction soit en mesure de fournir des informations financières exactes et complètes. Le conseil d'administration est également responsable de la fiabilité des informations relatives à la gestion de l'entreprise contenues dans les comptes annuels.

Les comptes annuels de la société sont à disposition de tous.

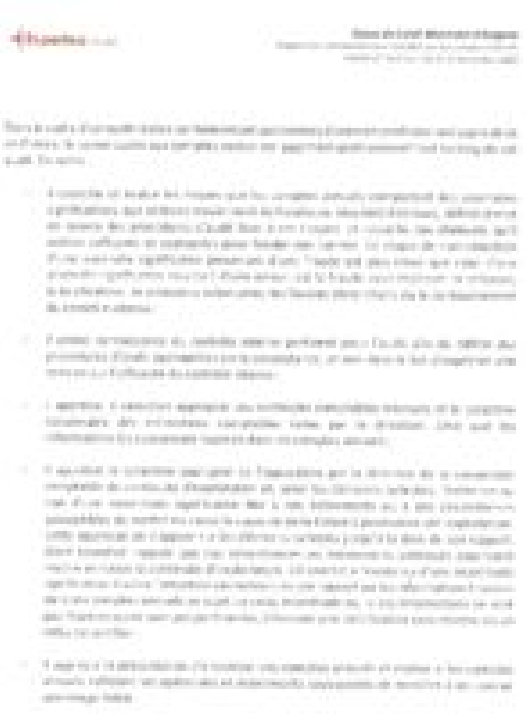
**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'émission des comptes annuels**

**Émission et contenu d'un avis**

Le commissaire aux comptes est responsable de l'émission d'un avis sur les comptes annuels, après avoir vérifié la sincérité et la fiabilité des informations financières contenues dans les comptes annuels, de la sincérité des informations relatives à la gestion de l'entreprise et de l'absence de fraude. Le commissaire aux comptes est également responsable de la fiabilité des informations relatives à la gestion de l'entreprise contenues dans les comptes annuels.

Le commissaire aux comptes est responsable de l'émission d'un avis sur les comptes annuels, après avoir vérifié la sincérité et la fiabilité des informations financières contenues dans les comptes annuels, de la sincérité des informations relatives à la gestion de l'entreprise et de l'absence de fraude. Le commissaire aux comptes est également responsable de la fiabilité des informations relatives à la gestion de l'entreprise contenues dans les comptes annuels.

Ecrit par le 20 mai 2026



Ecrit par le 20 mai 2026



Centre de conseil économique d'Orange  
10 rue de la République - 84100 Orange  
Téléphone : 04 78 48 10 10

**Report au comité d'audit**

Les commissaires aux comptes ont constaté que les comptes de l'exercice 2025 ne sont pas conformes aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de Commerce. Ils ont constaté que les comptes de l'exercice 2025 ne sont pas conformes aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de Commerce.

Les commissaires aux comptes ont constaté que les comptes de l'exercice 2025 ne sont pas conformes aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de Commerce. Ils ont constaté que les comptes de l'exercice 2025 ne sont pas conformes aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de Commerce.

Les commissaires aux comptes ont constaté que les comptes de l'exercice 2025 ne sont pas conformes aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de Commerce. Ils ont constaté que les comptes de l'exercice 2025 ne sont pas conformes aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de Commerce.

Orange, le 19 mai 2026  
Commissaire aux Comptes



Orange, le 19 mai 2026  
Commissaire aux Comptes

Table with 4 columns: Description, Montant 2025, Montant 2024, and Montant 2023. It contains financial data for various categories.

Table with 4 columns: Description, Montant 2025, Montant 2024, and Montant 2023. It contains financial data for various categories.

Table with 4 columns: Description, Montant 2025, Montant 2024, and Montant 2023. It contains financial data for various categories.

Ecrit par le 20 mai 2026

**CAMBRÉSIS**

**PROCES-VERBAUX DE LA COMMISSION DE LA VENTE**

1. Le jour du 14 mai 2026, le conseil d'administration a tenu sa séance publique ordinaire à 14 heures, au siège social de la société, au 10 rue de la République, à Cambrésis. Au vu des procès-verbaux de la dernière séance et de la situation financière de la société, le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.

2. Le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance. Le conseil a également décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.

3. Le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance. Le conseil a également décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.

4. Le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance. Le conseil a également décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.

5. Le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance. Le conseil a également décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.

6. Le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance. Le conseil a également décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.

7. Le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance. Le conseil a également décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.

8. Le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance. Le conseil a également décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.

9. Le conseil a décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance. Le conseil a également décidé de maintenir le statut de la société en l'état et de procéder à la tenue de la présente séance.



Ecrit par le 20 mai 2026

**1. Objet de la présente vente**

Il est vendu par le vendeur, à l'acheteur, le bien décrit ci-dessous, tel qu'il est représenté sur le plan ci-joint, et tel qu'il est décrit dans le descriptif ci-dessous.

**2. Description du bien**

Le bien est situé à [adresse], et est composé de [description du bien].

**3. Conditions de la vente**

La vente est faite au comptant, et le bien est vendu sans garantie.

**4. Informations complémentaires**

Le vendeur déclare que le bien est libre de toute charge, et qu'il n'y a aucune restriction de jouissance.

**5. Frais de vente**

Les frais de vente sont à la charge de l'acheteur, et comprennent les honoraires de l'agent immobilier, les frais de notaire, et les frais de publicité.

**6. Signature**

Le vendeur et l'acheteur ont signé la présente vente en présence de deux témoins.

Ecrit par le 20 mai 2026

**1. Objet de la vente**

Le vendeur a l'honneur de vous annoncer qu'il a l'intention de vendre par adjudication publique, le mardi 26 mai 2026, à 14 heures, au Tribunal de Commerce de Vaucluse, à Avignon, les biens ci-dessous énumérés, appartenant à la société [Nom de la société], en liquidation judiciaire.

**2. Description des biens**

Il s'agit d'un ensemble de biens immobiliers situés à [Adresse], comprenant :

- Un terrain d'une superficie de [Superficie] m<sup>2</sup>, cadastré sous le n° [N° cadastre].
- Un bâtiment d'une superficie de [Superficie] m<sup>2</sup>, cadastré sous le n° [N° cadastre].
- Un terrain d'une superficie de [Superficie] m<sup>2</sup>, cadastré sous le n° [N° cadastre].

**3. Conditions de vente**

La vente sera faite au plus offrant et dernier enchérisseur, sur soumission écrite, déposée au greffe du Tribunal de Commerce de Vaucluse, à Avignon, avant midi, le mardi 26 mai 2026, à 14 heures.

Le prix de vente sera payable comptant, en espèces ou par virement bancaire, au jour de la vente.

Le vendeur se réserve le droit de retirer les biens de la vente à tout moment, sans aucune obligation de justification.

**4. Informations complémentaires**

Le dossier de vente est consultable au greffe du Tribunal de Commerce de Vaucluse, à Avignon, de 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi.

Le vendeur se réserve le droit de modifier les conditions de vente à tout moment, sans aucune obligation de justification.

**2. Description des biens**

Il s'agit d'un ensemble de biens immobiliers situés à [Adresse], comprenant :

- Un terrain d'une superficie de [Superficie] m<sup>2</sup>, cadastré sous le n° [N° cadastre].
- Un bâtiment d'une superficie de [Superficie] m<sup>2</sup>, cadastré sous le n° [N° cadastre].
- Un terrain d'une superficie de [Superficie] m<sup>2</sup>, cadastré sous le n° [N° cadastre].

**3. Conditions de vente**

La vente sera faite au plus offrant et dernier enchérisseur, sur soumission écrite, déposée au greffe du Tribunal de Commerce de Vaucluse, à Avignon, avant midi, le mardi 26 mai 2026, à 14 heures.

Le prix de vente sera payable comptant, en espèces ou par virement bancaire, au jour de la vente.

Le vendeur se réserve le droit de retirer les biens de la vente à tout moment, sans aucune obligation de justification.

**4. Informations complémentaires**

Le dossier de vente est consultable au greffe du Tribunal de Commerce de Vaucluse, à Avignon, de 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi.

Le vendeur se réserve le droit de modifier les conditions de vente à tout moment, sans aucune obligation de justification.

	AN	AN
Montant de la vente	1000000	1000000
Montant des frais	10000	10000
Montant net	990000	990000
Montant des intérêts	10000	10000
Montant total	1000000	1000000

	AN	AN
Montant de la vente	1000000	1000000
Montant des frais	10000	10000
Montant net	990000	990000
Montant des intérêts	10000	10000
Montant total	1000000	1000000

**4. Informations complémentaires**

Le dossier de vente est consultable au greffe du Tribunal de Commerce de Vaucluse, à Avignon, de 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi.

Le vendeur se réserve le droit de modifier les conditions de vente à tout moment, sans aucune obligation de justification.

Ecrit par le 20 mai 2026

**1. Description des biens**

Le bien est situé à [adresse] et mesure [surface] m<sup>2</sup>. Il est divisé en [nombre] lots. Les lots sont numérotés de 1 à [nombre].

**2. Conditions de vente**

Le bien est vendu aux enchères publiques. Le montant de la vente est de [montant] €. Le bien est vendu sans garantie.

**3. Informations financières**

Lot	Surface (m <sup>2</sup> )	Montant (€)
1	[surface]	[montant]
2	[surface]	[montant]
3	[surface]	[montant]
4	[surface]	[montant]
5	[surface]	[montant]
6	[surface]	[montant]
7	[surface]	[montant]
8	[surface]	[montant]
9	[surface]	[montant]
10	[surface]	[montant]
11	[surface]	[montant]
12	[surface]	[montant]
13	[surface]	[montant]
14	[surface]	[montant]
15	[surface]	[montant]
16	[surface]	[montant]
17	[surface]	[montant]
18	[surface]	[montant]
19	[surface]	[montant]
20	[surface]	[montant]
21	[surface]	[montant]
22	[surface]	[montant]
23	[surface]	[montant]
24	[surface]	[montant]
25	[surface]	[montant]
26	[surface]	[montant]
27	[surface]	[montant]
28	[surface]	[montant]
29	[surface]	[montant]
30	[surface]	[montant]
31	[surface]	[montant]
32	[surface]	[montant]
33	[surface]	[montant]
34	[surface]	[montant]
35	[surface]	[montant]
36	[surface]	[montant]
37	[surface]	[montant]
38	[surface]	[montant]
39	[surface]	[montant]
40	[surface]	[montant]
41	[surface]	[montant]
42	[surface]	[montant]
43	[surface]	[montant]
44	[surface]	[montant]
45	[surface]	[montant]
46	[surface]	[montant]
47	[surface]	[montant]
48	[surface]	[montant]
49	[surface]	[montant]
50	[surface]	[montant]
51	[surface]	[montant]
52	[surface]	[montant]
53	[surface]	[montant]
54	[surface]	[montant]
55	[surface]	[montant]
56	[surface]	[montant]
57	[surface]	[montant]
58	[surface]	[montant]
59	[surface]	[montant]
60	[surface]	[montant]
61	[surface]	[montant]
62	[surface]	[montant]
63	[surface]	[montant]
64	[surface]	[montant]
65	[surface]	[montant]
66	[surface]	[montant]
67	[surface]	[montant]
68	[surface]	[montant]
69	[surface]	[montant]
70	[surface]	[montant]
71	[surface]	[montant]
72	[surface]	[montant]
73	[surface]	[montant]
74	[surface]	[montant]
75	[surface]	[montant]
76	[surface]	[montant]
77	[surface]	[montant]
78	[surface]	[montant]
79	[surface]	[montant]
80	[surface]	[montant]
81	[surface]	[montant]
82	[surface]	[montant]
83	[surface]	[montant]
84	[surface]	[montant]
85	[surface]	[montant]
86	[surface]	[montant]
87	[surface]	[montant]
88	[surface]	[montant]
89	[surface]	[montant]
90	[surface]	[montant]
91	[surface]	[montant]
92	[surface]	[montant]
93	[surface]	[montant]
94	[surface]	[montant]
95	[surface]	[montant]
96	[surface]	[montant]
97	[surface]	[montant]
98	[surface]	[montant]
99	[surface]	[montant]
100	[surface]	[montant]

**2. Description des biens**

Le bien est situé à [adresse] et mesure [surface] m<sup>2</sup>. Il est divisé en [nombre] lots. Les lots sont numérotés de 1 à [nombre].

**3. Conditions de vente**

Le bien est vendu aux enchères publiques. Le montant de la vente est de [montant] €. Le bien est vendu sans garantie.

**4. Informations financières**

Lot	Surface (m <sup>2</sup> )	Montant (€)
1	[surface]	[montant]
2	[surface]	[montant]
3	[surface]	[montant]
4	[surface]	[montant]
5	[surface]	[montant]
6	[surface]	[montant]
7	[surface]	[montant]
8	[surface]	[montant]
9	[surface]	[montant]
10	[surface]	[montant]
11	[surface]	[montant]
12	[surface]	[montant]
13	[surface]	[montant]
14	[surface]	[montant]
15	[surface]	[montant]
16	[surface]	[montant]
17	[surface]	[montant]
18	[surface]	[montant]
19	[surface]	[montant]
20	[surface]	[montant]
21	[surface]	[montant]
22	[surface]	[montant]
23	[surface]	[montant]
24	[surface]	[montant]
25	[surface]	[montant]
26	[surface]	[montant]
27	[surface]	[montant]
28	[surface]	[montant]
29	[surface]	[montant]
30	[surface]	[montant]
31	[surface]	[montant]
32	[surface]	[montant]
33	[surface]	[montant]
34	[surface]	[montant]
35	[surface]	[montant]
36	[surface]	[montant]
37	[surface]	[montant]
38	[surface]	[montant]
39	[surface]	[montant]
40	[surface]	[montant]
41	[surface]	[montant]
42	[surface]	[montant]
43	[surface]	[montant]
44	[surface]	[montant]
45	[surface]	[montant]
46	[surface]	[montant]
47	[surface]	[montant]
48	[surface]	[montant]
49	[surface]	[montant]
50	[surface]	[montant]
51	[surface]	[montant]
52	[surface]	[montant]
53	[surface]	[montant]
54	[surface]	[montant]
55	[surface]	[montant]
56	[surface]	[montant]
57	[surface]	[montant]
58	[surface]	[montant]
59	[surface]	[montant]
60	[surface]	[montant]
61	[surface]	[montant]
62	[surface]	[montant]
63	[surface]	[montant]
64	[surface]	[montant]
65	[surface]	[montant]
66	[surface]	[montant]
67	[surface]	[montant]
68	[surface]	[montant]
69	[surface]	[montant]
70	[surface]	[montant]
71	[surface]	[montant]
72	[surface]	[montant]
73	[surface]	[montant]
74	[surface]	[montant]
75	[surface]	[montant]
76	[surface]	[montant]
77	[surface]	[montant]
78	[surface]	[montant]
79	[surface]	[montant]
80	[surface]	[montant]
81	[surface]	[montant]
82	[surface]	[montant]
83	[surface]	[montant]
84	[surface]	[montant]
85	[surface]	[montant]
86	[surface]	[montant]
87	[surface]	[montant]
88	[surface]	[montant]
89	[surface]	[montant]
90	[surface]	[montant]
91	[surface]	[montant]
92	[surface]	[montant]
93	[surface]	[montant]
94	[surface]	[montant]
95	[surface]	[montant]
96	[surface]	[montant]
97	[surface]	[montant]
98	[surface]	[montant]
99	[surface]	[montant]
100	[surface]	[montant]

Ecrit par le 20 mai 2026

1. Description de l'immobilier

Commune	2000	000
Section	000	000
N°	000	000
Surface	000	000
Volume	000	000
Statut	000	000

2. Description de l'immobilier

Commune	2000	000
Section	000	000
N°	000	000
Surface	000	000
Volume	000	000
Statut	000	000

3. Description de l'immobilier

Commune	2000	000
Section	000	000
N°	000	000
Surface	000	000
Volume	000	000
Statut	000	000

1. Description de l'immobilier

Commune	2000	000
Section	000	000
N°	000	000
Surface	000	000
Volume	000	000
Statut	000	000

2. Description de l'immobilier

Commune	2000	000
Section	000	000
N°	000	000
Surface	000	000
Volume	000	000
Statut	000	000

3. Description de l'immobilier

Commune	2000	000
Section	000	000
N°	000	000
Surface	000	000
Volume	000	000
Statut	000	000



Ecrit par le 20 mai 2026



Ecrit par le 20 mai 2026

**4 pages** | [Afficher les autres annonces légales et juridiques de ce site](#)

**Conventions soumises à l'approbation du Conseil d'Orientation et de Surveillance**

**Conventions Adossées et soumises au regard de l'avis de l'Etat**

Il est précisé que les conventions soumises à l'approbation du Conseil d'Orientation et de Surveillance sont celles qui sont soumises à l'approbation du Conseil d'Orientation et de Surveillance en vertu de la loi n° 2015-912 du 22 juillet 2015 relative à la simplification de l'état des lieux de la commune et à la loi n° 2015-912 du 22 juillet 2015 relative à la simplification de l'état des lieux de la commune.

**Conventions déjà approuvées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance**

Conventions approuvées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance dans le cadre de la loi n° 2015-912 du 22 juillet 2015 relative à la simplification de l'état des lieux de la commune et à la loi n° 2015-912 du 22 juillet 2015 relative à la simplification de l'état des lieux de la commune.

Il est précisé que les conventions déjà approuvées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance sont celles qui ont été approuvées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance en vertu de la loi n° 2015-912 du 22 juillet 2015 relative à la simplification de l'état des lieux de la commune et à la loi n° 2015-912 du 22 juillet 2015 relative à la simplification de l'état des lieux de la commune.



Si vous souhaitez en savoir plus, lisez [www.echodumardi.com](http://www.echodumardi.com), le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

# CRÉDIT MUNICIPAL D'AVIGNON

Ecrit par le 20 mai 2026



**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DU CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce et R. 514-32 du code monétaire et financier.

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR LE CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à LYON, le 15 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes

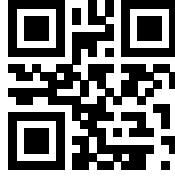
**EKYLIS AUDIT**

**Philippe ROUX**

---

[www.ekylis.com](http://www.ekylis.com)

Ecrit par le 20 mai 2026



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**



Ecrit par le 20 mai 2026



SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Jean-Brice JOLY  
Anthony PETER  
Pascale GENTIL  
Géraldine PETER  
Florian JOLY  
Jean-François VERSTRAETE  
Philippe ROUX  
Sabrina SIDHOUM  
Rémy LARÉPE

## CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



11, rue GUILLOUD  
69442 LYON CEDEX 03  
04 72 68 87 87  
SAS AU CAPITAL DE 100 450 €  
INSCRITE A LA CRCC DE LYON-21004  
349 900 480 RCS LYON  
[www.ekyllis.com](http://www.ekyllis.com)

Ecrit par le 20 mai 2026



**CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON**  
Etablissement Public de Crédit et d'Aide Sociale  
Siège social : 2 rue Viala - 84000 AVIGNON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

[www.ekylis.com](http://www.ekylis.com)



Ecrit par le 20 mai 2026

Ecrit par le 20 mai 2026



#### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Activité de prêts sur gages**

Les Caisses de Crédit Municipal détiennent le monopole du prêt sur gage corporel.

Au 31 décembre 2024, le montant net des encours des prêts sur gages pour la CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON s'élève à 15 085 k€ et 122 k€ de créances douteuses soit 40 % du bilan. Le montant total des engagements reçus en garantie des prêts sur gages s'élève à 19 946 k€.

Comme précisé dans la note 3.5 « Coût du risque » de l'annexe aux comptes, les contrats de prêts sur gages sont garantis par des gages valorisés par un commissaire-priseur et ne font donc pas l'objet de dépréciation. Seuls les intérêts non couverts (au-delà du 7ème mois) sont provisionnés à 100%.

Compte tenu de la volumétrie des prêts sur gages et du process de conservation des biens gagés estimés par un commissaire-priseur, nous avons considéré les prêts sur gages comme un point clé de l'audit.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance du processus d'octroi de prêt contre remise du gage ;
- Prendre connaissance de la cartographie des risques associée aux prêts sur gages ;
- Tester l'efficacité opérationnelle des contrôles clés mis en place par la Caisse sur une sélection de contrats de prêts sur gages ;
- Sur la base de sondages, réaliser des tests de détail sur les encours de prêts afin d'apprécier leur réalité et de vérifier leur correcte évaluation ;
- Effectuer une revue analytique de l'évolution de l'encours des prêts sur gages sur la base des états informatiques disponibles et en lien avec la comptabilité. Analyser la cohérence d'ensemble.

[www.ekylis.com](http://www.ekylis.com)

Ecrit par le 20 mai 2026

Ecrit par le 20 mai 2026



- **Prêts personnels**

Le Crédit Municipal d'Avignon est exposé au risque de crédit dans le cadre de son activité de prêts personnels.

Des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents aux prêts personnels sont constituées selon les modalités décrites dans les notes 2.1 « Risque de crédit » et 3.5 « Coût du risque » de l'annexe aux comptes.

Nous avons considéré ces procédures comme étant un point clé de l'audit compte tenu du poids des prêts personnels sains dont l'encours s'élève à 18 696 K€ au 31 décembre 2024, des créances douteuses pour 1 361 K€ et des dépréciations afférentes pour 1 019 K€.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance du dispositif de contrôle de la Caisse et apprécier les contrôles permettant l'identification et l'évaluation des dépréciations ;
- Prendre connaissance de la cartographie des risques en lien avec les prêts personnels et effectuer un test sur les contrôles clés ;
- Vérifier le classement en douteux d'encours sur la base de documents probants ;
- Vérifier arithmétiquement le calcul de dépréciation pour les encours testés.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Directeur Général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

#### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

##### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse du Crédit Municipal d'Avignon par le Conseil d'Orientation et de Surveillance en date du 20 avril 2022.

Au 31 décembre 2024, notre cabinet EKYLIS AUDIT était dans la troisième année de sa mission.

[www.ekylis.com](http://www.ekylis.com)

Ecrit par le 20 mai 2026



### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

[www.ekylls.com](http://www.ekylls.com)

Ecrit par le 20 mai 2026

Ecrit par le 20 mai 2026



#### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Ces points sont décrits dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de Commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à LYON, le 15 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes

**EKYLIS AUDIT**

**Philippe ROUX**

[www.ekylis.com](http://www.ekylis.com)

Ecrit par le 20 mai 2026

Ecrit par le 20 mai 2026



## ANNEXE

### Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

[www.ekylis.com](http://www.ekylis.com)

Ecrit par le 20 mai 2026

## PRESENTATION FINANCIÈRE DE L'ENTITE (en K€ sauf indication contraire)

ACTIF	Exercice 2023	Exercice 2024	PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2024
Caisse, banques centrales, CCP	761	501	Banques centrales, CCP	0	
Effets publics et valeurs assimilées	0		Dettes envers les établissements de crédit	1063	2521
Créances sur les établissements de crédit	2242	1731	Opérations avec la clientèle	22767	24589
Créances sur la clientèle	30129	34349	Dettes représentées par un titre	0	
Obligations et autres titres à revenu fixe	0		Autres passifs	766	542
Actions et autres titres à revenu variable	0		Comptes de régularisation	388	431
Participations et autres titres détenus à long terme	44	43	Provisions pour risques et charges	0	
Parts dans les entreprises liées	0		Dettes subordonnées	0	
Crédit-bail et location avec option d'achat	0		Fonds pour risques bancaires généraux	110	110
Location simple	0		Capital souscrit	9351	9504
Immobilisations incorporelles	3	0	Primes d'émission	0	
Immobilisations corporelles	1073	1030	Provisions, Réserves	5	5
Capital souscrit non versé	0		Écarts de réévaluation	0	
Actions propres	0		Provisions réglementées, subventions d'investissement	0	
Autres actifs	38	40	Report à nouveau (+/-)	0	
Comptes de régularisation	314	319	Résultat de l'exercice (+/-)	154	311
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>34604</b>	<b>38013</b>	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>34604</b>	<b>38013</b>

## ENGAGEMENTS DONNES

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	426	419
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	0
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

## ENGAGEMENTS RECUS

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	14839	19946
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

COMPTE DE RESULTATS MODELE EN LISTE	Exercice 2023	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	2423	2936
Intérêts et charges assimilés (+/-)	-214	-437
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	0	
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	0	
Produits sur opération de location simple	0	
Charges sur opération de location simple	0	
Revenus des titres à revenus variables	71	0
Commissions (produits +)	842	885
Commissions (charges -)	-21	-30
Gains, pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (+/-)	0	
Gains, pertes sur opérations des portefeuilles placement et assimilés (+/-)	0	
Autres produits d'exploitation bancaire	122	144
Autres charges d'exploitation bancaire (+/-)	-218	-271
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3005</b>	<b>3227</b>

COMPTE DE RESULTATS (Suite)	Exercice 2023	Exercice 2024
Charges générales d'exploitation	-2377	-2445
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles.	-151	-156
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>477</b>	<b>626</b>
<b>Coût du risque (+/-) Reprises - dotations</b>	<b>-199</b>	<b>-147</b>
Coût du risque (+/-) Reprises - dotations	-199	-147
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>278</b>	<b>479</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (+/-)	+2,6	+11
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>281</b>	<b>490</b>
Résultat exceptionnel (+/-)	-81	-81
Impôts sur les bénéfices	-46	-98
Dotations, reprises de FRBG et provisions réglementées (+/-)	0	0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>154</b>	<b>311</b>

Signature du Directeur Général

FAEDDA Jean-Dominique



32

Ecrit par le 20 mai 2026

Ecrit par le 20 mai 2026

## CADRE GENERAL

### PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est un établissement public communal de crédit et d'aide sociale. Son activité se développe sur deux axes distincts.

Une activité monopolistique : le prêt sur gage corporel, à caractère social. Ce service est proposé dans le Vaucluse (Avignon siège et Agence de Carpentras), sur la Drôme (Agence de Valence) et les Bouches du Rhône (Agence d'Arles).

Une activité concurrentielle : l'activité bancaire qui peut s'étendre aux départements limitrophes et au-delà : comptes à vue, placements, prêts personnels et produits annexes.

En tant qu'établissement de crédit, la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est assujettie au code monétaire et financier. Elle est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et présente ses comptes annuels, certifiés par un Commissaire aux Comptes, conformément à la réglementation.

Les Caisses de Crédit Municipal sont entre-autre, assujetties à une réglementation qui leur est propre notamment les articles L514-1 et suivants et D 514-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Elles sont administrées par un Directeur, sous le contrôle d'un Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Le Directeur est nommé par le Maire de la commune où la Caisse a son siège, après avis du Conseil d'Orientation et de Surveillance

L'organe exécutif de l'établissement est composé de deux dirigeants effectifs en vertu du code Monétaire et Financier et de la directive européenne 2013/36/08 :

Le Directeur Général – Responsable légal et autorité territoriale de l'établissement

Le Directeur Général Adjoint (délibération n°2016/016)

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est composé du maire de la "commune siège" de l'établissement, président de droit, et, en nombre égal, de membres élus en son sein par le conseil municipal de la "commune siège" de l'établissement et de membres nommés par le maire de la "commune siège" de l'établissement en raison de leurs compétences dans le domaine financier ou dans le domaine bancaire. Il définit les orientations générales ainsi que les règles d'organisation de la Caisse de Crédit Municipal et exerce le contrôle permanent de la gestion de l'établissement par le directeur.

Un décret en Conseil d'État fixe les autres domaines de compétence du Conseil d'Orientation et de Surveillance ainsi que les catégories d'opérations autres que les actes de gestion courante dont la conclusion est subordonnée à son autorisation préalable.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance veille au respect des réglementations générales de la profession bancaire et des dispositions législatives et réglementaires applicables aux Caisses de Crédit Municipal. À cette fin, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et se fait communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

L'alinéa 8 de l'article L514-2 du COMOFI précise que la commune où la Caisse a son siège est considérée comme l'actionnaire ou le sociétaire unique de l'établissement pour l'application des dispositions de l'article L511-42 du code monétaire et financier.



#### 1.1. Normes applicables et comptabilité

En tant qu'établissement public, la comptabilité est tenue par un agent comptable public et les comptes sont soumis au contrôle de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse et de la Chambre Régionale des Comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'établissement respecte les délais de paiement des dettes fournisseurs conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013. Le montant du solde des dettes fournisseurs s'élève à 94K€ au 31 décembre 2024 (il était de 259K€ au 31 décembre 2023).

#### 1.2. Format de présentation des états financiers

Ecrit par le 20 mai 2026

Ecrit par le 20 mai 2026

Les comptes font l'objet d'une double présentation liée à son statut d'établissement public et d'établissement de crédit soumis à la loi bancaire.

Le rapport publiable de l'exercice est consultable sur rendez-vous, au siège de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon sis 2, rue Viala à Avignon 84000.

#### 1.3. Principes et méthodes comptables

Établissement Public Administratif, les principes et les méthodes comptables sont régis par une instruction codifiée 206 CM de la Direction Générale de la Comptabilité Publique.

En tant qu'établissement de crédit admis dans la loi bancaire, la Caisse d'Avignon est soumise au code monétaire et financier.

Sa comptabilité est adaptée aux exigences de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Les comptes sont établis selon les règles prescrites par le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et homologué par arrêté du 26 décembre 2014 publié au J.O. du 31 décembre 2014.

Les excédents constatés en fin d'exercice sont présentés au Conseil d'Orientation et de Surveillance. Le résultat approuvé est affecté par l'assemblée délibérante conformément aux règles applicables aux Crédit Municipaux.

#### 1.4 Principaux effets du changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable, ni de présentation des présents documents.

## 2. GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE

### 2.1. Risque de crédit

Les créances douteuses sont réparties en deux sous comptes. D'une part, les créances productives et d'autre part, l'ensemble des créances non productives. Sont inscrits en créances douteuses compromises, tous les dossiers pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée. Notre qualité d'établissement public administratif nous autorise l'émission directe et immédiate des titres exécutoires sans l'intervention d'un juge, ce qui explique l'importance de la part des créances compromises par rapport à l'encours total.

Le risque est évalué dossier par dossier. L'encours douteux (capital + créances rattachées) au 31 décembre est couvert par des provisions à hauteur de 75%. Les intérêts et les frais générés par l'encours douteux lors de l'appel d'échéances, sont enregistrés en créances douteuses à l'actif du bilan et provisionnés à 100%.

Les créances irrécouvrables sont provisionnées à 100% et présentées au Conseil d'Orientation et de Surveillance. Elles sont admises en non-valeur par délibération et enregistrées en pertes exceptionnelles sur l'exercice.

### 2.2. Risque de "marché"

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marchés auxquels la CCMA n'est pas soumise.

Toutefois, l'activité des prêts sur gages la soumet aux risques de variation du cours de l'or. En effet, un effondrement du cours pourrait entraîner des impayés en raison des pertes probables lors des ventes aux enchères. Néanmoins, ces pertes seraient entièrement couvertes par le commissaire-priseur sauf dérogation expresse du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Le montant prêté au gramme d'or est mis à jour régulièrement en fonction des fluctuations du cours de l'or.

### 2.3. Risque de liquidité et de financement

De par la loi de 92-518 du 15 juin 1992, la Mairie de la ville d'Avignon garantit la totalité des dettes financières de la CCMA.

L'établissement exerce un suivi régulier de la liquidité afin notamment de respecter les ratios réglementaires. En 2024 compte tenu de la forte activité de prêts, les besoins de financement ont été couverts par emprunts à court terme auprès du Crédit Municipal de Dijon.

Aucun emprunt dit "toxique" n'a été souscrit par l'établissement.

### 2.4. Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêt et de change

Aucun instrument financier n'est utilisé dans le cadre d'une relation de couverture.

Ecrit par le 20 mai 2026

### 2.5. Risques opérationnels

Conformément à la réglementation bancaire la CCMA est soumise au respect des ratios "COREP". Le risque opérationnel est pris en compte par le service de contrôle des risques dans le cadre du contrôle permanent.

### 2.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

	N-1	Année N
DOTATION INITIALE	915	915
EXCEDENTS CAPITALISÉS	7765	7888
BONIS PRESCRITS	668	699
SUBVENTION D'EQUIPEMENT	2	2
<b>CAPITAL SOUSCRIT</b>	<b>9350</b>	<b>9504</b>
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0
PROVISIONS RESERVES	5	5
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	110	110
PROVISIONS REGLEMENTEES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	0	0
<b>PROVISIONS, CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES</b>	<b>9465</b>	<b>9619</b>

Ratios réglementaires au 31 décembre :

	2023	2024
Coussin de conservation de fonds propres (dont coussin contracyclique)	880 676	1 143 853
Ratio Levier	26,08%	24,21%
Ratio C.E.T. 1	31,98%	29,24%
Ratio N.S.F.R.	134,08%	131,29%
Ratio de Liquidité	239,21%	151,31%

### 2.7. Le risque de non-conformité :

Le responsable de la conformité vérifie si les exigences réglementaires applicables sont respectées, ainsi que la clarté de l'information délivrée à la clientèle et la conformité des produits et services commercialisés par l'établissement.

### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

	2023		2024	
	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS	CHARGES
Sur opérations avec les établissements de crédit	60	26	50	82
Sur opérations avec la clientèle	2363	188	2884	355

### 3.2. Commissions nettes

Libellé	2023			2024		
	PRODUITS	CHARGES	NETTES	PRODUITS	CHARGES	NETTES
Commissions sur prêts	539	21	518	592	30	562
Autres commissions	303	0	303	293	0	293
<b>Totaux</b>	<b>842</b>	<b>21</b>	<b>821</b>	<b>885</b>	<b>30</b>	<b>855</b>

### 3.3. Charges générales d'exploitation

	2023	2024
Frais de personnel	1861	1808
Autres frais	516	637
<b>TOTAL des charges</b>	<b>2377</b>	<b>2445</b>

### Autres Produits & Charges d'exploitation bancaire

Autres produits d'exploitation bancaire	2023	2024	Autres charges d'exploitation bancaire	2023	2024
Charges refacturées	65	68	Charges sur prestation Services Financiers	2	4
Produits divers d'exploitation bancaire	57	77	Charges diverses d'exploitation bancaire	215	267
<b>Total</b>	<b>122</b>	<b>145</b>	<b>Total</b>	<b>218</b>	<b>271</b>

Ecrit par le 20 mai 2026

### 3.4. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

L'actif immobilisé est amorti linéairement sur les durées réelles d'utilisation.

	2023	2024
Dotation aux amortissements	151	155
Dotation aux provisions	0	0
<b>TOTAL des charges</b>	<b>151</b>	<b>155</b>

### 3.5. Coût du risque

Le risque sur prêt personnel est évalué dossier par dossier. Le coût du risque cumule à la fois les dotations et reprises de provisions, la décote enregistrée sur les dossiers faisant l'objet d'un plan établi par une commission de surendettement ainsi que les pertes et recouvrements sur créances irrécouvrables passées en "non-valeur".

Les impayés en capital de plus de trois mois constatés sur les contrats de prêts sur gages échus sont reclassés en créances douteuses. Ils sont entièrement garantis par le commissaire-priseur et ne sont donc pas provisionnés. Seuls les intérêts non couverts (au-delà du 7<sup>e</sup> mois) sont provisionnés à 100%.

	2023		2024	
	CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS
Provisions pour créances douteuses des prêts personnels	413	218	342	237
Provisions pour créances douteuses des prêts sur Gages	123	124	87	77
Provisions pour créances douteuses des comptes à vue	50	52	11	23
Coût de la décote prêts restructurés BDF	15	0	21	0
Créances irrécouvrables passées en perte	81	81	36	36
Recouvrement exceptionnel après admission en non-valeur	0	0	25	2
<b>Totaux</b>	<b>682</b>	<b>475</b>	<b>522</b>	<b>375</b>

### 3.6. Gains ou pertes nets sur autres actifs

Pas d'opération sur cet exercice

### 3.7. Impôt sur les sociétés

Dépenses globales non déductibles fiscalement :

Nous vous indiquons que l'établissement n'a pas supporté de charges au titre de l'article 39-4 du code général des impôts et que l'établissement bénéficie d'une imposition à taux réduit autorisée par la DGFIP de Vaucluse.

## 4. INFORMATIONS SECTORIELLES

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon est un établissement de crédit et d'aide sociale. Son agrément lui permet la gestion des fonds des personnes physiques et morales et la mise à leur disposition des moyens de paiement ainsi que la réalisation des opérations connexes, conformément à l'article L311-2 du code monétaire et financier. Elle est autorisée à octroyer des crédits aux personnes physiques ainsi qu'à des établissements publics locaux et à des associations régies par la loi de 1901. Elle détient le monopole du prêt sur gages corporels. Elle peut en outre, réaliser toutes opérations avec les établissements de crédit.

## 5. NOTES RELATIVES AU BILAN

### 5.1. Caisse, Banque centrale :

	Exercice N-1	Exercice N
Caisse	486	238
Billets & Monnaie	486	238
<b>Banque de France</b>	<b>268</b>	<b>260</b>

### 5.2. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

La CCMA ne détient aucun titre de transaction.

### 5.3. Instruments dérivés de couverture

La CCMA ne détient aucun instrument de couverture.

Ecrit par le 20 mai 2026

Ecrit par le 20 mai 2026

#### 5.4. Actifs financiers disponibles à la vente

La CCMA ne détient aucun actif financier disponible à la vente.

#### 5.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit

Créances sur établissements de crédit :

(en milliers d'euros)	Exercice N-1	N
Comptes à vue Ets. de Crédits	2242	1731
Prêt Ets. de Crédits	0	0
Valeurs reçues en pension	0	0
<b>Total</b>	<b>2 242</b>	<b>1731</b>

#### 5.6. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

Créances faisant l'objet d'un plan établi par une commission de surendettement : Ces emplois sont reclassés nets de décote à l'actif du bilan dans une sous-catégorie de l'encours sain.

La décote constatée au jour du plan est enregistrée en coût du risque.

Cette décote est réintégré sur la durée de vie de la créance dans la marge d'intérêt. Lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances prévues, les emplois concernés sont déclassés en encours douteux compromis dès le premier incident. La décote résiduelle est alors reprise pour être remplacée par une provision pour créance douteuse.

#### 5.7. Emprunts et dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

La Caisse de Crédit Municipal d'Avignon peut financer une partie de son activité au moyen d'emprunts interbancaires à taux amortis sur une durée moyenne de 5 ans. Cependant, la dette au 31 décembre correspond uniquement à des emprunts pour investissements.

<b>Établissements de crédit</b>			<b>Clientèle:</b>		
	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	
Comptes & Emprunts Ets. de Crédit	1 062	2520	Comptes ordinaires créditeurs	9773	8930
Valeurs données en pension	0	0	Comptes sur livrets	7769	7225
Dettes rattachées	1	1	Comptes créditeurs à terme	5065	8274
<b>Total</b>	<b>1 063</b>	<b>2 521</b>	Bons de caisse	108	0
			Dettes rattachées	52	160
			Autres sommes dues	0	0
			<b>Total</b>	<b>22767</b>	<b>24589</b>

Le poste "Autres sommes dues" anciennement inscrit en compte de régularisation PASSIF est inscrit à compter de cet exercice en complément du poste des opérations avec la clientèle.

#### 5.8. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Néant – Aucun titre ni obligation ne sont détenus par la CCMA

#### 5.9. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Les Bons de Caisse historiquement inscrits dans la rubrique des « Dettes représentées par un titre » sont détenus par les clients du Crédit Municipal au même titre que les comptes créditeurs et les comptes d'épargne à régime spécial. Faisant partie des opérations avec la clientèle conformément à la réglementation, les bons de caisse constituent des fonds reçus du public au sens du L. 312-2 du COMOFL. Par conséquent, à compter de l'arrêté 2017, l'encours « Bons de Caisses » est inclus au poste des opérations avec la clientèle. L'établissement a décidé d'arrêter la distribution des bons de caisse à compter de 2020 mais les clients détenteurs peuvent renouveler ceux qu'ils détiennent et arrivent à échéance dans les mois et années à venir.

#### 5.10. Capitaux propres

En tant qu'Établissements Publics Administratifs, les Caisses de Crédit Municipal ne peuvent augmenter leurs capitaux propres que par la capitalisation de leurs excédents.

Cette décision annuelle est engagée par délibération du Conseil d'Orientation et de Surveillance (voir le point 2.6 de la présente annexe).

#### 5.11. Couverture en besoin de liquidité

Compte tenu des obligations réglementaires, de la constitution d'un coussin de liquidité et du plafonnement des entrées de trésorerie, la CCM d'Avignon dépose des fonds en Banque de France afin de constituer de la liquidité qualifiée de haute qualité. Le CMA déclare un ratio de liquidité au-delà de 100% (voir le point 2.6 du présent document).

Ecrit par le 20 mai 2026

## 6. REMUNERATIONS, AVANTAGES et SITUATION AU PERSONNEL

### 6.1. Charges de personnel de la période :

	2023	2024
Salaires	1213	1198
Charges sociales	488	452
- dont prestations sociales	31	48
Impôts taxes et versements assimilés	160	158
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>1861</b>	<b>1808</b>

### 6.2. Effectif fin de période

	SITUATION AU 31/12/2023		SITUATION AU 31/12/2024	
	Total	EQPT	Total	EQPT
Fonctionnaires	28	27,50	26	25,70
Contractuels	2	2	2	2
Apprentis	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>29,50</b>	<b>28</b>	<b>27,70</b>

### 6.3. Autres avantages sociaux

Les rémunérations des agents sont strictement encadrées par le statut de la Fonction Publique Territoriale. Le personnel perçoit un traitement indiciaire ainsi que des rémunérations accessoires variables mais dans un cadre restreint.

Les rémunérations des agents commerciaux ne connaissent que des différences minimales entre elles.

Les activités du personnel n'ont aucune incidence significative sur le profil risque de l'entreprise au sens de l'article 277 XI de l'arrêté du 3 novembre 2014.

### 6.4. Rémunérations du dirigeant

La rémunération et les indemnités accessoires du Directeur sont fixes et décidées par l'organe délibérant en fonction des textes en vigueur applicables aux emplois de direction dans la fonction publique territoriale.

### 6.5. Rémunérations variables complémentaires

Conformément aux textes réglementant le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux (RIFSEEP), une part variable peut être attribuée au personnel à l'issue de l'entretien professionnel d'évaluation.

## 7. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

### 7.1. Engagements de garantie reçus

Les engagements de garantie comprennent le montant des prêts assurés par la CEGC et la valeur estimée des gages nantis.

### 7.2. Engagements de financement donnés

Ce poste enregistre la part non utilisée des découverts bancaires autorisés par la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon au profit de sa clientèle de particuliers.

## 8. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture des comptes n'a d'impact sur les comptes de l'exercice 2024liés.

Ecrit par le 20 mai 2026

## 9. AUTRES INFORMATIONS

### 9.1. Honoraires Commissariat aux Comptes

Montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice :

- Les honoraires facturés en 2024 au titre du contrôle légal des comptes sont de **10 K€** ttc.

### 9.2. Les comptes inactifs

Dans le cadre de nos obligations, Loi dite Loi Eckert n°2014-617, nous devons publier annuellement le nombre de comptes inactifs tenus dans nos livres, le montant total des avoirs inscrits sur ces comptes, ainsi que le nombre de comptes et avoirs transférés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Comptes inactifs et montant des avoirs et dépôts au sens de la loi Eckert<sup>3</sup> de l'exercice 2024 :

- 1 compte inactif ont été transférés à la Caisse des Dépôts et Consignations au cours de l'année 2024.
- Comptes inactifs et montant, dans nos livres au 31/12/2024 : 43 comptes – montant 10 106,96 Euros

### 9.3. Les indicateurs clés conformément aux exigences de communication financière (KMI, art. 447)

Voir tableau

<sup>3</sup> Sont considérés comme comptes bancaires inactifs au sens de la Loi Eckert les comptes bancaires n'ayant fait l'objet d'aucune opération (hors inscription d'intérêts et débit par l'établissement teneur de compte de frais et commissions de toute nature) à l'issue d'une période de douze mois et ceux pour lesquels le titulaire desdits comptes ne s'est pas manifesté sous quelque forme que ce soit au cours de la même période.

Ecrit par le 20 mai 2026

**INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3 DE BALE III  
DE LA CAISSE DE CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON  
ELEMENTS AU 31 DECEMBRE 2024**

Eléments au 31 décembre 2024

	31/12/2023	31/03/2024	30/06/2024	30/09/2024	31/12/2024	
<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>						
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	9 387	9 381	9 541	9 538	9 556
2	Fonds propres de catégorie 1	9 387	9 381	9 541	9 538	9 556
3	Fonds propres totaux	9 387	9 381	9 541	9 538	9 556
<b>Montants d'exposition pondérés</b>						
4	Montant total d'exposition au risque	29 356	30 026	30 804	31 809	32 682
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	31,98%	31,24%	30,97%	29,99%	29,24%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	31,98%	31,24%	30,97%	29,99%	29,24%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	31,98%	31,24%	30,97%	29,99%	29,24%
<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>						
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	-	-	-	-	-
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de %)	-	-	-	-	-
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres catégorie 1 (%)	-	-	-	-	-
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%
<b>Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>						
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macro prudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	-	-	-	-	-
9	Coussin de fonds propres contractuel spécifique à l'établissement (%)	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%	0,50%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	-	-	-	-	-
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0%
11	Exigence globale de coussin (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	11,00%	11,00%	11,00%	11,00%	11,00%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	23,98%	23,24%	22,97%	21,99%	21,24%
<b>Ratio de levier</b>						
13	Mesure de l'exposition totale (Bilan & hors bilan)	36 000	37 411	38 023	38 438	39 469
14	Ratio de levier (%)	26,08%	25,08%	25,09%	24,81%	24,21%
<b>Exigences des fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>						
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de %)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 14c	Exigence de ratio de levier SREP totales (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
<b>Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)</b>						
14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
14e	Exigence de levier globale (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
<b>Ratio de couverture des besoins de liquidité</b>						
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	638	465	457	511	372
EU 16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	1 066	1 122	1 056	977	983
EU 16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	2 869	2 908	2 880	3 197	3 320
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	267	280	264	244	246
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	239,21%	165,79%	172,96%	209,01%	151,31%
<b>Ratio de financement stable net</b>						
18	Financement stable disponible total	20 741	21 371	21 754	21 556	22 472
19	Financement stable requis total	15 469	16 065	16 302	16 579	17 117
20	Nsfr	134,08%	133,03%	133,45%	130,02%	131,29%



Ecrit par le 20 mai 2026

Ecrit par le 20 mai 2026



**CREDIT MUNICIPAL D'AVIGNON**  
Etablissement Public de Crédit et d'Aide Sociale  
Siège social : 2 rue Viala – 84000 AVIGNON

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant  
relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon et en application de l'article L. 511-39 du Code monétaire et financier, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la Caisse de Crédit Municipal d'Avignon des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions

Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

[www.ekyilis.com](http://www.ekyilis.com)

Ecrit par le 20 mai 2026



**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DU CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce et R. 514-32 du code monétaire et financier.

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR LE CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par votre Conseil d'Orientation et de Surveillance dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à LYON, le 15 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes

**EKYLIS AUDIT**

**Philippe ROUX**

---

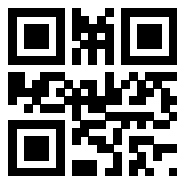
[www.ekylis.com](http://www.ekylis.com)

Écrit par le 20 mai 2026

3955907

---

# ACTIVITÉ D'EXPÉDITION ET NÉGOCE à CAVAILLON



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**

**CESSION**

84 - CAVAILLON

Ecrit par le 20 mai 2026



**CESSION D'UNE ACTIVITE D'EXPEDITION ET NEGOCE DE FRUITS,  
LEGUMES, PRIMEURS ET AGRUMES**

**À CAVAILLON (84300)**

**Date limite de dépôt des offres : 25/04/2025 à 12h (midi)**



- Recherche de repreneurs ou investisseurs
- CAHT 31/12/2021: 3 138 k€
- CAHT 31/12/2022: 3 702 k€
- CAHT 31/12/2023: 2 930 k€
- 4 salariés (dont dirigeant)
- Surface commerciale : parcelle de terrain de 6 015 m2 dont un bâtiment édifié de 1 000 m2
- Loyer mensuel charges comprises : 4 452 € TTC
- Bail du 02/10/2020

**Pour nous contacter**

**AYOUJIL Bouchra**

**Dossier : N°14093**

**Étude : AVIGNON**

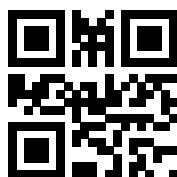
10 Avenue de la Croix Rouge - AVIGNON (84100)

**Contact : [bouchra.ayoujil@etude-meynet.fr](mailto:bouchra.ayoujil@etude-meynet.fr)**

Retrouvez nos annonces sur  
[etude-meynet.com/entreprises](https://etude-meynet.com/entreprises)

3955894

# VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES à AVIGNON



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**



**CREDIT**

**MUNICIPAL  
D'AVIGNON**

**VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES**

**HOTEL DES VENTES**

**2 rue Mère Térésa en Z.I. de Courtine 84000 AVIGNON**

**(Près de la gare TGV)**

**MERCREDI 09 AVRIL 2025**

Ecrit par le 20 mai 2026

- Bijoux anciens et modernes (avec diamants et autres pierres précieuses),
- Pièces d'or,
- Montres et bijoux signés,

Objets visibles sur place, présentation par vidéo-projection (sauf objets divers et certaines montres),

Mercredi 09 Avril 2025

De 09 h 00 à 09 h 30

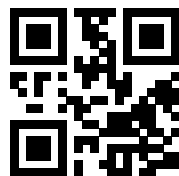
VENTE à 09h 30

[www.cnavignon.com](http://www.cnavignon.com)

3955887

---

## **ACTIVITE DE DEPOT-VENTE EN LIGNE ET EN MAGASINS D'ARTICLES NEUFS ET D'OCCASIONS à APT**



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**

Ecrit par le 20 mai 2026

## **CESSION**

84 - APT



**CESSION D'UNE ACTIVITE DE DEPOT-VENTE EN LIGNE  
ET EN MAGASINS D'ARTICLES NEUFS ET D'OCCASIONS  
A APT (84400)**

**Date limite de dépôt des offres : 05/05/2025 à 12h (midi)**

- CAHT 31/03/2023 : 160 233 €
- CAHT 31/03/2024 : 361 967 €
- 4 salariés
- Surface commerciale de 36 m2 à 24 rue Soubise - 93400 SAINT-OUEN
- Loyer mensuel charges comprises : 1020 € TTC
- Bail du 05/08/2021

**Pour nous contacter**

**Maître Robert MEYNET**

**Dossier : N° 13982**

**Etude : AVIGNON**

10 Avenue de la Croix Rouge - 84000 AVIGNON

Ecrit par le 20 mai 2026

**Contact :** [bouchra.ayoujil@etude-meynet.fr](mailto:bouchra.ayoujil@etude-meynet.fr)

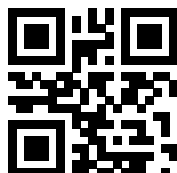
*Retrouvez nos annonces sur*

[etude-meynet.com/entreprises](http://etude-meynet.com/entreprises)

3955890

---

## **VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES à AVIGNON**



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**

Ecrit par le 20 mai 2026



**CREDIT**

**MUNICIPAL**

**D'AVIGNON**

**VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES**

**HOTEL DES VENTES**

**2 rue Mère Térésa en Z.I. de Courtine 84000 AVIGNON**

**(Près de la gare TGV)**

**MERCREDI 05 MARS 2025**

- Bijoux anciens et modernes (avec diamants et autres pierres précieuses),
- Pièces d'or,
- Montres et bijoux signés,

Objets visibles sur place, présentation par vidéo-projection (sauf objets divers et certaines montres),

Mercredi 05 Mars 2025

De 09 h 00 à 09 h 30

**VENTE à 09h 30**

**[www.cmavignon.com](http://www.cmavignon.com)**

3955869

# ACTIVITÉ DE LOCATION SANS CHAUFFEUR DE TOUT VÉHICULE AUTOMOBILE à SAINT PIERRE DE VASSOLS



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**

Ecrit par le 20 mai 2026



## CESSION

84330 - SAINT PIERRE DE VASSOLS

**CESSION D'UNE ACTIVITE DE LOCATION SANS CHAUFFEUR DE  
COURTE, MOYENNE ET LONGUE DUREE DE TOUT VEHICULE AUTOMOBILE  
À SAINT PIERRE DE VASSOLS (84330)**



- CAHT 30/06/2022 : 169 877 €
- CAHT 30/06/2023 : 511 418 €
- 1 salarié
- Surface commerciale de 30 m2 de bureau et 2000 m2 de parc
- Loyer mensuel charges comprises : 540.00 € TTC

Ecrit par le 20 mai 2026

- Bail à établir

**Pour nous contacter**

**Maître Robert Louis MEYNET**

**Dossier : N° 14004**

**Étude : AVIGNON**

10 Avenue de la Croix Rouge - 84000 AVIGNON

**Contact :** [bouchra.ayoujil@etude-meynet.fr](mailto:bouchra.ayoujil@etude-meynet.fr)

*Retrouvez nos annonces sur*

[etude-meynet.com/entreprises](http://etude-meynet.com/entreprises)

3955859

---

# CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DE LA COUR D'APPEL DE NIMES



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

Ecrit par le 20 mai 2026

**Département : Vaucluse**  
**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**

**CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES BARREAUX  
DE LA COUR D'APPEL DE NIMES**

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE DU 25 JANVIER 2025**

Le Conseil Régional de Discipline des Barreaux de la Cour d'Appel de Nîmes s'est réuni en Assemblée Générale le 25 janvier 2025 à 09h30 au siège social à Nîmes (30), à la Maison de l'Avocat, 16 Rue Régale. La séance est présidée par Claire SADOUL, Présidente, qui ouvre la séance...

**3°/ ELECTIONS**

Madame Claire SADOUL rappelle que les membres titulaires participent au vote et en cas d'absence d'un titulaire, un suppléant du même Barreau prend part au vote.

Conformément au Règlement Intérieur du CRD, l'Assemblée Générale s'est prononcée, à l'unanimité, pour un vote à main levée.

Ensuite de ces votes, les postes de président, vice-président, trésorier, secrétaire et secrétaire adjoint, ont été pourvus.

Ont été élus :

- Maître Raphaëlle CHABAUD DJACTA, Avocat au Barreau de Nîmes, en qualité de Présidente,
- Maître Claire SADOUL, Ancien Bâtonnier du Barreau d'Alès, en qualité de Vice-Présidente,
- Maître Isabelle REBOUL, Avocat au Barreau de l'Ardèche, en qualité de Secrétaire,
- Maître Laurence BOURGEON, Avocat au Barreau de Nîmes, en qualité de Secrétaire Adjointe,
- Maître Lara VILLIANO, Avocat au Barreau d'Avignon, en qualité de Trésorière.

Le résultat de ces élections a fait l'objet d'une proclamation en public par le Président et a fait l'objet d'un affichage en toutes lettres par ses soins dans la salle de vote.

En outre, le résultat de ces élections sera :

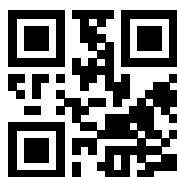
- porté à la connaissance de l'ensemble des Avocats des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Nîmes, par affichage dans les locaux de l'Ordre.
- publié sur le site internet du Conseil de discipline,
- publié par extrait dans un journal d'annonces légales du ressort de chacun de barreaux de la cour d'appel.

Fait à Nîmes, le 03 Février 2025

Maître Isabelle REBOUL, Secrétaire d'audience

Maître Raphaëlle CHABAUD DJACTA, Présidente

# VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES à AVIGNON



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**



**CREDIT**

**MUNICIPAL  
D'AVIGNON**

**VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES  
HOTEL DES VENTES  
2 rue Mère Térésa en Z.I. de Courtine 84000 AVIGNON  
(Près de la gare TGV)**

**MERCREDI 05 FEVRIER 2025**

Ecrit par le 20 mai 2026

- Bijoux anciens et modernes (avec diamants et autres pierres précieuses),
- Pièces d'or,
- Montres et bijoux signés,

Objets visibles sur place, présentation par vidéo-projection (sauf objets divers et certaines montres),

Mercredi 05 Février 2025

De 09 h 00 à 09 h 30

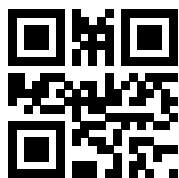
**VENTE à 09h 30**

[www.cmavignon.com](http://www.cmavignon.com)

3955850

---

## **ACTIVITE DE DEPOT-VENTE EN LIGNE ET EN MAGASINS D'ARTICLES NEUFS ET D'OCCASIONS à APT**



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**

Ecrit par le 20 mai 2026



## **CESSION**

84 - APT

### **CESSION D'UNE ACTIVITE DE DEPOT-VENTE EN LIGNE ET EN MAGASINS D'ARTICLES NEUFS ET D'OCCASIONS A APT (84400)**

**Date limite de dépôt des offres : 21/02/2025 à 12h (midi)**

- CAHT 31/03/2023: 160 233 €
- CAHT 31/03/2024: 361 967 €
- 4 salariés
- Surface commerciale de 36 m2 à 24 rue Soubise - 93400 SAINT-OUEN
- Loyer mensuel charges comprises : 1020 € TTC
- Bail du 05/08/2021

#### **Pour nous contacter**

**Maître Robert MEYNET**

**Dossier : N° 13982**

**Étude : AVIGNON**

10 Avenue de la Croix Rouge - 84000 AVIGNON

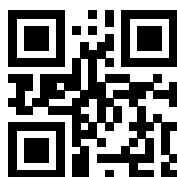
**Contact : [bouchra.ayoujil@etude-meynet.fr](mailto:bouchra.ayoujil@etude-meynet.fr)**

Retrouvez nos annonces sur  
[etude-meynet.com/entreprises](https://etude-meynet.com/entreprises)

3955851

## SAS SILICLIP

**GEV**.EXPERT



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**

**GEV**.EXPERT

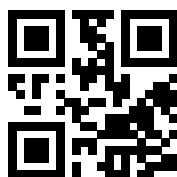
**149 Rue Jean Dausset Le Victoria B7  
84140 Avignon**

**SAS SILICLIP  
208 bd du Midi  
84740 VELLERON  
900 140 500 RCS AVIGNON  
MISE EN SOMMEIL**

Par décision du Président, associé unique de la société, il a été décidé la cessation temporaire d'activité de la société à compter du 31 décembre 2024.

Pour avis

# ACTIVITE DE MICRO-CRECHE à ENTRAIGUES SUR LA SORGUE



**Attestation de parution sur echodumardi.com**

**Date de téléchargement de justificatif : 20 mai 2026**

**Département : Vaucluse**

**Cette annonce paraîtra le 20 février 2026 sous réserves d'incidents**

## **CESSION**

84 - ENTRAIGUES-SUR-LA-SORGUE



### **CESSION D'UNE ACTIVITE DE MICRO-CRECHE A ENTRAIGUES-SUR-LA-SORGUE (84)**

**Date limite de dépôt des offres : 15/01/2025 à 12h**

- CAHT 30/06/2020 : 339.616 €
- CAHT 30/06/2021 : 414.138 €
- CAHT 30/06/2022 : 362.840 €
- 7 salariés

Ecrit par le 20 mai 2026

- Surface locative de 155m<sup>2</sup>

**Pour nous contacter**

**SELARL AJ MEYNET & ASSOCIES**

**Dossier : N° 13962**

**Etude : AVIGNON**

10 Avenue de la Croix Rouge - 84000 Avignon

**Contact :**

[annabelle.clain@etude-meynet.fr](mailto:annabelle.clain@etude-meynet.fr)

[arthur.boucaud@etude-meynet.fr](mailto:arthur.boucaud@etude-meynet.fr)

**Retrouvez nos annonces sur**

[etude-meynet.com/entreprises](https://etude-meynet.com/entreprises)

3955835